



**HAL**  
open science

# Les députés au Parlement national du royaume des Deux-Siciles (1848), des acteurs politiques napolitains ou italiens ?

Pierre-Marie Delpu

## ► To cite this version:

Pierre-Marie Delpu. Les députés au Parlement national du royaume des Deux-Siciles (1848), des acteurs politiques napolitains ou italiens ?. Cahiers de la Méditerranée, 2018. halshs-01839912

**HAL Id: halshs-01839912**

**<https://shs.hal.science/halshs-01839912>**

Submitted on 16 Jul 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

(Pierre-Marie Delpu, « Les députés au Parlement national du royaume des Deux-Siciles (1848), des acteurs politiques napolitains ou italiens ? », *Cahiers de la Méditerranée*, 96, 2018/1, pp. 137-149)

## **Les députés au Parlement national du royaume des Deux-Siciles (1848), des acteurs politiques napolitains ou italiens ?**

Pierre-Marie Delpu  
Aix-Marseille Université

« Les événements de 1848, comme l'ont montré les bouleversements qu'ils ont produits dans la société, ont mis en évidence ceux qui, parmi nous, avaient la plus grande vertu publique et privée, et de la même manière cette génération d'hommes dont les calamités privées et publiques sont devenues la fortune personnelle »<sup>1</sup>.

Cet extrait d'une reconstitution postérieure de six ans à la révolution, consacrée à la biographie du président du Parlement national napolitain, le modéré Domenico Capitelli (1815-1854), traduit l'image complexe des députés du Royaume des Deux-Siciles, alternant entre modèles moraux de vertu politique et martyrs de la nation napolitaine. Rédigé par un autre ancien député, Raffaele Masi, lui aussi modéré et élu dans la province d'Avellino, il fait référence à des qualités traditionnellement associées aux parlementaires méridionaux. Elles ont déjà été affirmées lors de la première expérience de la représentativité politique lors de la révolution de 1820-1821, mais elles sont réinvesties en février 1848, alors que la révolution à l'œuvre dans le royaume a conduit à réinstaurer une monarchie constitutionnelle. Le parlementarisme n'est donc pas, dans le *Mezzogiorno* préunitaire, une réalité systématique, et il est apparu comme suffisamment exceptionnel pour avoir suscité une importante littérature de justification et de glorification de la part des libéraux. Composé de deux chambres, le Parlement napolitain est né de l'expérience de la révolution, mais il en a dépassé le cadre après les massacres perpétrés par l'armée bourbonnienne sur des civils le 15 mai 1848, qui ont engagé le tournant conservateur du régime<sup>2</sup>. Après cette date, le parlementarisme a dû se situer dans le contexte défavorable de l'absolutisme bourbonnien, marqué par des persécutions à l'encontre des libéraux et par la multiplication des procès pour faits politiques.

Cette chronologie témoigne de l'entrée contrastée du royaume des Deux-Siciles dans la modernité politique, modèle dont l'historiographie a montré qu'il relevait de logiques communes aux États d'Europe méridionale entre 1750 et 1850. Cette catégorie générique,

---

<sup>1</sup> *Della vita e degli studi di Domenico Capitelli*, s.l. [Naples], Priggiobba, 1854, p. 5. Sauf mention contraire explicite, les traductions de l'italien sont les miennes.

<sup>2</sup> Sur le poids de cet événement dans la révolution napolitaine de 1848, voir Viviana MELLONE, « Dopo i fatti napoletani del 15 maggio 1848 : vicende giudiziarie e indagini di Alta Polizia a confronto », dans *Rivista Storica Italiana*, CXXV, 2, 2013, pp. 497-550.

d'abord définie pour le cas de l'Espagne<sup>3</sup>, se présente comme un ensemble de codes et de pratiques qui permettent l'affirmation d'un cadre politique unifié fondé sur la souveraineté nationale. Il se situe dans le prolongement des révolutions de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, dont il met en forme une partie de l'héritage juridique et institutionnel, porté par des « passeurs » spécifiques empruntés ou non aux acteurs de la sphère étatique. L'historiographie étudie désormais ce phénomène à nouveaux frais en montrant à la fois son aspect transnational et la variété des configurations sociales sur lesquelles il s'appuie<sup>4</sup>. C'est donc du point de vue de l'histoire sociale du politique, celle précisément dont relèvent les représentants en tant qu'acteurs sociaux, qu'on abordera donc cette institution. Elle est bien étudiée par l'histoire du droit, pour laquelle existe une tradition italienne et napolitaine active depuis longtemps<sup>5</sup>, mais les parlementaires sont beaucoup moins étudiés pour eux-mêmes, à la différence de l'expérience précédente de 1820-1821<sup>6</sup>. Le fonctionnement des élections législatives, très bien documenté dans les archives napolitaines et provinciales où il est suivi par les autorités d'intendance, révèle les ancrages multiples des parlementaires entre l'espace local de leur circonscription – très souvent leur propre patrie locale –, la nation napolitaine, cadre de référence principal des acteurs politiques méridionaux depuis l'époque moderne<sup>7</sup> et l'Italie alors en construction, dont ils investissent certaines des dynamiques. Une grande partie des spécialistes envisagent en effet depuis longtemps les révolutions européennes de 1848 comme un moment de basculement et d'accélération des constructions étatiques, dont l'Italie constituerait l'un des exemples principaux<sup>8</sup>. La faible politisation de la société napolitaine et la polarisation encore très locale de la vie politique, en lien avec le très fort cloisonnement géographique des communautés du royaume, semblent situer le royaume des Deux-Siciles à l'écart de ce schéma. Les parcours des parlementaires sont en effet révélateurs de la tension

<sup>3</sup> Jean-Philippe LUIS, « Considérations pour une histoire de la naissance de la modernité politique en Espagne », dans *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 34, 2, 2005, pp. 15-26 ; Patrick FOURNIER, Jean-Philippe LUIS, Luis P. MARTÍN *et alii* [dir.], *Institutions et représentations du politique dans l'Europe méridionale (France-Espagne-Italie, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2006.

<sup>4</sup> Parmi une importante production récente : Julien BOUCHET, Côme SIMIEN [dir.], *Les passeurs d'idées politiques nouvelles "au village", de la Révolution aux années 1930*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2015.

<sup>5</sup> Voir par exemple Giuseppe SARDO, *Le assemblee elettive del '48*, vol. 1 de *Storia del Parlamento italiano*, Palerme, Flaccono, 1963, pp. 95-141, et Gian Savino PENE VIDARI, « Parlamenti preunitari e Parlamento subalpino », dans Luciano VIOLANTE [dir.], *Storia d'Italia. Annali*, vol. 17, *Il Parlamento*, Turin, Einaudi, 2001, pp. 39-65.

<sup>6</sup> Valeria FERRARI, « Aux origines de la représentation électorale dans l'Italie d'avant l'Unité. Les députés du Parlement napolitain de 1820-1821 », dans *Parliaments, Estates and Representation*, 25, 2005, pp. 99-113.

<sup>7</sup> Aurelio MUSI, *Mito e realtà della nazione napoletana*, Naples, Guida, 2015.

<sup>8</sup> John BREUILLY, « 1848 : Connected or Comparable Revolutions ? », dans Axel KÖRNER [dir.], *1848 : A European Revolution ? International Ideas and National Memories of 1848*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2000, pp. 31-49. Voir pour l'Italie Enrico FRANCA, *1848. La rivoluzione del Risorgimento*, Bologne, il Mulino, 2012.

permanente entre les identités politiques locales, napolitaine et italienne, à l'œuvre dans le royaume tout au long du premier XIX<sup>e</sup> siècle.

### **Des acteurs politiques à ancrage local**

Les députés élus aux deux échéances législatives d'avril et de juin 1848 présentent un profil social globalement homogène<sup>9</sup>. Ils s'apparentent, pour l'essentiel, aux élites sociales récentes du royaume (bourgeoisie, noblesse récente ou muratienne) dont les carrières politiques se sont d'abord construites à l'échelle locale. Cette tendance est à la fois le fait des conditions d'éligibilité, dont la loi électorale du 25 mars 1848 prévoit le fonctionnement censitaire, et de la structure sociale des communautés du royaume, éclaté en micro-territoires politiques municipaux ou locaux depuis l'époque moderne, structurés autour des figures du maire et du prêtre<sup>10</sup>. À Avellino en périphérie proche de Naples, les deux frères Lorenzo et Domenico De Concilj, successivement élus députés en avril et en juin, sont l'une des illustrations les plus visibles de cette tendance. Issus d'une famille implantée localement depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, ils ont tous les deux le statut de propriétaire, ont exercé des charges publiques à l'échelle de la province pendant le règne de Murat (1808-1815), puis lors de la révolution de 1820-1821. Ils se sont ensuite exilés, à l'image d'une partie des opposants à la monarchie exposés à des procès lors de la répression de 1821, et ont réussi, en 1820 comme en 1848, à fédérer les patriotes de la région en étant à la tête de sociabilités politiques libérales, formelles ou non<sup>11</sup>. Leur fort ancrage local explique l'avance considérable avec laquelle ils ont été élus : Lorenzo obtient 2.519 voix aux élections d'avril, et Domenico en recueille 2.270 au mois de juin ; ils sont alors les candidats les mieux élus de leur province<sup>12</sup>. Leur cas n'est pas isolé : les provinces périphériques du royaume confirment cette tendance, alors qu'elles constituent souvent des micro-territoires politiques autonomes, traversés par des logiques de politisation spécifiques. Les trois provinces calabraises en sont un exemple, exposées à un mouvement local d'opposition aux Bourbons qui a associé des éléments modérés et radicaux, pourtant disjoints dans les logiques de protestation qu'on pourrait observer ailleurs et notamment dans la capitale. Antonino Plutino et Stefano Romeo à Reggio (Calabre Ulérieure I<sup>re</sup>), Eugenio De Riso à Catanzaro (Calabre Ulérieure II<sup>de</sup>) ont eux aussi

<sup>9</sup> Pour la liste des députés et les statistiques électorales, voir ASN (Archivio di Stato di Napoli), Borbone, b. 1042.

<sup>10</sup> Gérard DELILLE, *Le maire et le prêtre. Pouvoir central et pouvoir local en Méditerranée occidentale, XI<sup>e</sup> siècle-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, EHESS, 2003.

<sup>11</sup> Vincenzo CANNAVIELLO, *Lorenzo De Concilii o Liberalismo Irpino*, Naples, Fierro, 1913.

<sup>12</sup> ASN, Borbone, 829, II.

remporté les élections législatives dans leur circonscription et sont issus de familles notabilliaires à fort rayonnement local, qui accaparent souvent des charges municipales et provinciales. Stefano Romeo, issu de la principale famille notabilliaire de Santo Stefano, est le neveu de Giovannandrea Romeo, ancien maire du village et figure majeure de la Charbonnerie de sa province au moment de la révolution de 1820-1821 et devenu par la suite l'une des principales figures du courant démocrate méridional<sup>13</sup>.

Le choix des représentants consacre donc la permanence des grandes familles locales, souvent liées aux sujets de leur province par des relations clientélaires construites sur plusieurs générations. Afin d'être élu en avril 1848 dans la circonscription de Castellammare, dans la province de Naples, l'avocat salernitain Raffaele Conforti aurait ainsi eu recours à son influence personnelle, demandant par exemple au prêtre Pasquale Amoroso de convaincre les électeurs de sa paroisse de voter pour lui en échange d'une compensation pécuniaire<sup>14</sup>. L'exemple n'est pas isolé : Aurelio Saliceti, démocrate, aurait utilisé des pratiques comparables dans les Abruzzes, province dominée par le poids de la famille modérée des Dragonetti depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, notables d'Aquila qui ont alors occupé des fonctions provinciales et nationales. Luigi Dragonetti, ancien serviteur du régime de Murat, a déjà été député de la même province en 1820-1821<sup>15</sup>. Ces quelques cas révèlent la très forte continuité du personnel politique, qui doit à la fois son élection à son ancrage local et à son expérience politique souvent significative. La participation aux révolutions antérieures, soit aux côtés des insurgés soit dans les instances des gouvernements révolutionnaires, est en effet attestée pour plusieurs d'entre eux. Vincenzo Lanza, député de Naples, et Lorenzo De Concilj, dans le Principat Ulérieur ont ainsi participé à la révolution de 1799<sup>16</sup>. 17 députés sur les 67 à avoir exercé des charges représentatives dans la partie continentale du royaume, ont connu une implication très diverse dans la révolution de 1820-1821 : Casimiro De Lieto, député de Catanzaro, a été un simple insurgé à dix-sept ans, alors que Gabriele Abbatemarco, député de Terra di Lavoro, est l'auteur de l'une des principales chroniques de la révolution. D'autres ont déjà exercé des charges dans le cadre du premier Parlement national : Luigi Dragonetti, en Abruzzes Ulérieure II<sup>de</sup>, et surtout Nazzario Colaneri et Gabriele Pepe, dans le Molise, ont déjà été élus députés des mêmes circonscriptions en 1820. Ces continuités relèvent surtout des

<sup>13</sup> ASN, Polizia generale, II, b. 2, 2.

<sup>14</sup> ASN, Alta Polizia, 41, 264.

<sup>15</sup> ASN, Borbone, 1042. Voir sur ce point Renata DE LORENZO, « Persistenze e trasformazioni delle pratiche politiche : i giacobini abruzzesi dopo il 1799 », dans *Napoli 1799. Fra storia e storiografia*, Naples, Vivarium, 2003, pp. 653-716.

<sup>16</sup> ASN, Borbone, 1042.

acteurs politiques du courant modéré, soit dans les provinces les plus périphériques, soit dans celles où l'esprit public est réputé le plus calme<sup>17</sup>.

En dépit de l'ancrage local qui caractérise leurs parcours et leurs stratégies politiques, ces acteurs ont-ils été représentatifs des intérêts locaux ? La difficile mise en œuvre des élections législatives d'avril 1848 conduirait à laisser penser l'inverse. La participation électorale a été limitée, en grande partie du fait de la faible capacité d'identification de la fonction parlementaire, surtout dans les provinces les plus périphériques. Les statistiques électorales font apparaître les données suivantes :

	Naples	Foggia (Capitanate)	Bari (Terre de Bari)	Lecce (Terre d'Otrante)	Nicastro (Calabre Ulérieure II <sup>de</sup> )
Nombre d'électeurs inscrits	9.384	4.608	9.652	3.568	3.623
Nombre de votants	1.491	1.300	2.175	508	932

**Tableau 1. Participation comparée aux élections législatives d'avril 1848** (données établies à partir de ASN, Borbone, 829, II et de Giuseppe Sardo, *Le assemblee elettive del '48, op. cit.*, p. 101)

Les données font apparaître un contraste important entre les provinces du royaume. La participation a été la plus importante à Naples et dans les provinces des Pouilles où s'est établie une tradition libérale spécifique depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui a permis une large implication des acteurs ordinaires dans la vie politique<sup>18</sup>. La faiblesse de la participation en Calabre rejoint d'autres facteurs, et notamment la difficulté matérielle à mettre en place les élections malgré le cadre légal commun prescrit par la loi électorale. Dans cet espace périphérique, des logiques qu'on peut qualifier de pré-politiques demeurent déterminantes : alors que les élections sont organisées au chef-lieu de la province, les sources d'intendance relèvent les fortes tensions entre villageois de communes différentes se retrouvant fortuitement à Cosenza pour participer au scrutin. Elles signalent encore une série de dysfonctionnements liés au processus électoral, rappelant la difficulté à saisir si les candidats éligibles peuvent également voter, le choix complexe d'un local capable d'accueillir le scrutin, la falsification courante des résultats<sup>19</sup>. Ces conditions contribuent à la faiblesse de l'identification des représentants aux représentés, alors que le sens de la fonction

<sup>17</sup> Notamment dans le Molise, au centre-nord du royaume, dont les récits des voyageurs étrangers s'attachent à décrire la relative placidité des habitants et leur faible degré d'implication dans les affaires politiques. Voir Giuseppe GALASSO, *L'autre Europe*, Rome, École française de Rome, 1992, p. 165.

<sup>18</sup> Pour Lecce, voir Elisabetta CAROPPO, « Ceti popolari e circuiti della "nazione". Il caso Terra d'Otranto dagli anni venti all'Unità d'Italia », dans *Meridiana. Storia e scienze sociali*, 76, 2013, pp. 177-204.

<sup>19</sup> Quelques exemples dans la province de Cosenza dans Antonio BUTTIGLIONE, *Il Tricolore, il Tamburo, la Croce : la rivoluzione del 1848 in una provincia del Regno delle Due Sicilie*, mémoire de tési di laurea en histoire contemporaine sous la direction de Marta Petrusiewicz, Università della Calabria, 2013, pp. 70-89.

parlementaire est souvent mal compris. C'est plutôt aux notables de village, qui appartiennent à l'espace quotidien, que les sujets des Calabres s'identifient plus volontiers, à l'image de Domenico Mauro, principal acteur de la révolte dans son village de San Demetrio Corone. L'exemple, qui correspond à une grande partie des communautés provinciales loyales à des notables libéraux, atteste la tension entre les projets politiques du gouvernement révolutionnaire et les réalités de la politisation du royaume. Il témoigne des difficultés à construire un espace politique national, élément pourtant central de l'accès à la modernité politique et dont les parlementaires ont été les acteurs principaux.

### **Vers un espace politique national ? Coprésences et stratégies électorales**

Selon une pratique alors courante, qu'on retrouverait dans la France et l'Espagne de la même époque, les candidats sont très nombreux à se présenter dans plusieurs circonscriptions, où ils obtiennent parfois des scores confortables. Le procédé est autorisé par la loi électorale de mars 1848, qui encourage ces candidatures multiples, perçues comme le signe de la construction d'un espace politique national homogène<sup>20</sup>. Parmi les candidats non-élus en Basilicate, le modéré Giacomo Savarese est ainsi celui qui obtient le plus grand nombre de voix aux élections d'avril (256), malgré l'absence totale d'ancrage personnel dans la province<sup>21</sup>. Cet économiste issu d'une famille notabiliaire napolitaine a déjà consacré plusieurs écrits aux conditions fiscales du Sud du royaume, mais sans disposer de relations fortes avec les contextes locaux de la Basilicate<sup>22</sup>. Le prince Francesco Pignatelli, de la même manière, obtient 509 voix aux mêmes élections en Calabre Ulérieure II<sup>de</sup> : si ce résultat est trop faible pour lui permettre d'être élu, il montre néanmoins la relative notoriété de cette figure libérale napolitaine dans une province périphérique dans laquelle il n'a aucune attache. Dans la même province en revanche, Guglielmo Pepe ou Carlo Poerio obtiennent des scores beaucoup plus faibles (respectivement 439 et 17 voix), en dépit de leur origine locale. À l'inverse, certains députés ont été élus simultanément dans plusieurs provinces : aux élections d'avril 1848, on relève 11 cas de coprésences sur 67 députés élus, qui concernent tous des figures politiques nationales de premier plan, par les charges qu'ils ont exercées ou par leur participation plus ou moins active aux révolutions antérieures. À l'exception de Giuseppe Libetta, élu dans deux circonscriptions de Capitanate (Foggia et Sansevero), tous les cas de

<sup>20</sup> Gian Savino PENE VIDARI, « Parlamenti preunitari e Parlamento subalpino », *art. cit.*

<sup>21</sup> ASN, Borbone, 829, II.

<sup>22</sup> Il est notamment l'auteur d'une *Memoria sul Tavoliere di Puglia* éditée à Naples en 1832.

coprésences électorales impliquent au moins une circonscription de la province de Naples<sup>23</sup>. Elles associent le plus souvent à cette dernière une circonscription du Principat Ulérieur ou de Terra di Lavoro, les provinces géographiquement les plus proches de la capitale.

Ces coprésences concernent au premier chef des acteurs politiques connus pour leur parcours au sein de l'opposition libérale ou pour leur origine familiale. C'est le cas de Carlo Poerio, fils de Giuseppe, député en 1820-1821, impliqué dans la majorité des révoltes que le royaume a connues depuis cette date et à l'origine d'un projet de coordination des libéraux méridionaux dans les années 1840. Fort de ces expériences politiques, il est à la fois élu dans les circonscriptions de Gaète (Terra di Lavoro) et de Naples. De la même manière, Paolo Emilio Imbriani, issu d'une famille libérale de la province d'Avellino, alliée aux Poerio par des unions matrimoniales<sup>24</sup>, est élu à la fois à Avellino et à Naples. Ces ancrages multiples consacrent l'émergence de figures politiques « nationales » de premier plan, dont la célébrité repose à la fois sur la participation aux révolutions politiques, sur l'exercice de charges publiques de premier ordre ou sur la participation aux milieux intellectuels nationaux. Giuseppe Ricciardi, démocrate élu dans la circonscription de Naples, en est l'illustration : fils de Francesco Ricciardi, l'un des ministres de l'Intérieur de Murat, issu d'une famille noble des Pouilles, il est le fondateur en 1832 de la revue intellectuelle napolitaine *Il Progresso delle scienze, delle lettere e delle arti* et s'est imposé comme l'un des principaux acteurs du démocratism méridional à la veille de la révolution de 1848<sup>25</sup>. Dans les milieux modérés, Mariano D'Ayala jouit d'une réputation intellectuelle comparable liée à la fois à son statut de professeur à l'académie militaire de la Nunziatella dans les années 1840, à ses très nombreuses publications consacrées à l'art militaire et à son ample réseau de relations construites dans les sociabilités élitaires de l'opposition aux Bourbons. Intendant des Abruzzes en même temps qu'il est député de Naples, il bénéficie de liens proches avec la famille locale des Dragonetti, qui contribuent largement à son insertion locale.

Les réseaux auxquels les députés appartiennent, à la fois à Naples et dans les provinces, révèlent l'émergence d'options politiques envisagées comme nationales, que le lexique des acteurs recouvre sous la catégorie *partito liberale*, développée d'abord chez les opposants aux Bourbons à partir de la révolution de 1820-1821, avant de se généraliser par la

---

<sup>23</sup> Par exemple Raffaele Conforti (Naples et Principat Citérieur) ; Vincenzo Degli Uberti (Naples et Principat Ulérieur) ; Paolo Emilio Imbriani (Naples et Principat Ulérieur) ; Carlo Poerio (Naples et Terra di Lavoro) ; Francesco Paolo Ruggiero (Naples et Bari). Voir ASN, Borbone, 1042.

<sup>24</sup> La sœur de Carlo Poerio, Carlotta, épouse Paolo Emilio Imbriani en 1838.

<sup>25</sup> Sur Ricciardi, voir Marta PETRUSEWICZ, « Giuseppe Ricciardi : ribelle, romantico, europeo », dans *Archivio storico per le provincie napoletane*, 1999, pp. 235-261. Sur le courant démocrate napolitain, voir Giuseppe BERTI, *I democratici e l'iniziativa meridionale nel Risorgimento*, Milan, Feltrinelli, 1962.

suite pour désigner des partisans des libertés politiques, sans pour autant recouvrir l'option idéologique qui se construit ailleurs en Europe sous le même nom. Comme beaucoup de constructions politiques dans l'Europe post-révolutionnaire, elle s'articule autour de deux polarités, l'une modérée et l'autre radicale<sup>26</sup>, bien qu'il existe des relations entre leurs représentants, élaborées dans les sociabilités opposantes à différentes échelles. Il s'agit donc d'une faction d'intérêts, structurée par des acteurs politiques au rayonnement national – Carlo Poerio en est l'un des plus importants – qui ne parvient pas à créer une structure englobante et formalisée, y compris de manière clandestine. Certains députés, proches de cette faction, s'insèrent dans des sociabilités élitaires d'ampleur nationale comme le *Club Aristocratico*, auquel participent à la fois des députés modérés (Paolo Emilio Imbriani, Carlo Poerio, Girolamo Ulloa) et des représentants apparentés au courant démocrate comme Costabile Carducci, député du Principat Citérieur et principal acteur de la révolte rurale du Cilento à l'été 1848, ou Benedetto Musolino, député de Calabre Ulérieure II<sup>de</sup> et initiateur en 1832 de la société secrète *I Figliuoli della Giovine Italia*<sup>27</sup>. De la même manière, les députés sont nombreux à participer au financement de projets politiques nationaux, à l'image du soutien au bataillon national napolitain parti combattre les Autrichiens en Lombardie-Vénétie en avril 1848. 24 députés sur 67 signent ainsi les listes de souscription en faveur de l'opération, menant pour certains des listes individuelles, à l'image de Carlo Poerio, acteur d'une campagne de souscription en Terra di Lavoro et dans les Pouilles, ou de Tito Angelini et Giuseppe Ferrara, eux aussi à la tête de listes séparées<sup>28</sup>. D'autres ont pris part à des réseaux plus informels, principalement au sein des sociétés secrètes démocratiques et radicales. Giuseppe Ricciardi et Saverio Barbarisi sont ainsi membres de la secte dite des *Pugnalatori*, essentiellement localisée à Naples où elle regroupe une partie de l'opposition radicale à la monarchie bourbonienne<sup>29</sup>. Plus largement, les députés du royaume s'intègrent dans des projets politiques communs, construits à l'échelle nationale. Le 15 mai 1848 est en effet exposé lors de la session parlementaire un projet commun à l'opposition radicale, mené par le député abruzzien Giuseppe Pica, pour élargir les pouvoirs de la Chambre basse par rapport à la Chambre haute et ainsi s'opposer au tournant conservateur engagé par le régime un mois

<sup>26</sup> Pierre SERNA, « Radicalités et modérations : postures, modèles, théories. Naissance du cadre politique contemporain », dans *Annales historiques de la Révolution française*, 357, 3, 2009, pp. 3-19

<sup>27</sup> ASN, Borbone, b. 1044, f. 1. La société secrète est une organisation politique démocratique, qui n'entretient aucun lien avec la *Giovine Italia* de Giuseppe Mazzini, qui lui est strictement contemporaine.

<sup>28</sup> Les listes de souscription sont reproduites dans le *Giornale Costituzionale del Regno delle Due Sicilie*, n°81, 12 avril 1848, n°83, 14 avril 1848, n°85, 17 avril 1848, n°86, 18 avril 1848, n°88, 21 avril 1848, n°99, 4 mai 1848, n°103, 10 mai 1848.

<sup>29</sup> ASN, Borbone, b. 953.

plus tôt<sup>30</sup>. Les projets parlementaires se définissent donc de plus en plus souvent comme modérés ou comme radicaux, à l'appui des orientations politiques des acteurs qui les soutiennent, témoignant de la polarisation accrue de l'espace politique libéral du royaume entre ces deux options.

Ces réseaux d'influence, ces coprésences électorales s'appuient donc sur des réseaux élitaires construits à l'échelle de la nation napolitaine et sont un signe indéniable de modernisation de l'espace politique méridional, qui tend à s'affirmer comme national. Ils contrastent cependant avec le statut très incertain des parlementaires auprès de l'opinion des sujets du royaume. La très nombreuse presse libérale qui se développe à la faveur de la révolution atteste les difficultés des Méridionaux à cerner l'importance et la fonction des députés dans le nouvel ordre institutionnel. Elle cherche à saisir les figures politiques nouvelles, qu'elles aient réellement existé dans le royaume (« progressiste », « modéré », « sanfediste », « libéral », « républicain ») ou qu'elles aient été connues par la presse (« chartiste », « socialiste », « bonapartiste »)<sup>31</sup>. Elle identifie des fonctions nouvelles, propres à l'espace public révolutionnaire, qu'il s'agisse de l'« homme d'État », du « membre de club » (*clubista*), du « nouvelliste », du « propagandiste » ou du « factieux »<sup>32</sup>. Mais le statut de député, bien que peu connu de la société napolitaine, n'est pas retenu par la presse libérale comme devant être explicité. Ces stratégies ont bien sûr leurs limites, dans une société très faiblement alphabétisée où l'accès à la presse écrite ne concerne qu'une frange restreinte de la population. Malgré l'absence d'écrits destinés à expliciter le rôle des députés, on voit s'affirmer à partir de l'été 1848 une opinion critique sur le rôle de ces derniers, qui ne concernait jusque-là que les ministres et les fonctionnaires dont une partie de la société civile dénonçait la compromission et les abus. En juillet 1848, un tract en circulation à Naples dénonce ainsi « la ligue des loups et des renards », constituée de députés libéraux opportunistes ralliés au régime révolutionnaire dans le seul but d'être élus ou d'obtenir des charges publiques<sup>33</sup>. Une ample propagande s'est ainsi attachée à dénoncer les ambitions opportunistes de plusieurs bourgeois de province ayant brigué des fonctions de député alors que la révolution de 1848 constituait la première étape de leur véritable parcours politique. Le démocrate Aurelio Saliceti et le modéré Nicola Nisco sont les principales cibles nominatives

<sup>30</sup> ASN, Alta Polizia, b. 18, 85.

<sup>31</sup> *L'Arlecchino*, 1, 62, 21 juin 1848 ; 1, 65, 26 juin 1848 ; 1, 67, 30 juin 1848 ; 1, 68, 1<sup>er</sup> juillet 1848, planches hors texte.

<sup>32</sup> *Ibid.*, 1, 67, 30 juin 1848 ; 1, 68, 1<sup>er</sup> juillet 1848.

<sup>33</sup> BSMC (Biblioteca di Storia Moderna e Contemporanea), Bandi, B.2, 315, *La lega de'lupi e delle volpi*, Naples, s.n., 1848.

de plusieurs tracts qui dénoncent la faiblesse de leurs convictions libérales et la capacité à exploiter leurs compétences juridiques pour obtenir des charges et orienter le système politique à leur avantage<sup>34</sup>. Nisco ne remporte aucune des échéances électorales de 1848, mais sa popularité et son insertion dans les sociabilités politiques de la province d'Avellino lui ont assuré l'un des scores les plus confortables de sa province. C'est plutôt sa nomination à Turin comme secrétaire de l'ambassade du royaume des Deux-Siciles qui lui est reprochée, associée à son intense activité de publication et de défense des idées libérales. Un autre propagandiste, Francesco Bruno, l'accuse de manipuler l'opinion en faisant circuler de fausses nouvelles, sans qu'il soit possible de vérifier cette affirmation<sup>35</sup>. Ces accusations d'opportunisme révèlent la difficile construction d'un espace politique libéral, en même temps qu'elles témoignent de la défiance à l'égard du personnel politique. Elles montrent donc que la formation d'un espace politique national est demeurée limitée, la nation napolitaine restant d'abord identifiée au roi, dans la continuité de l'époque moderne, plutôt qu'à ses représentants. Ces blocages se confirment à travers la participation inégale de certains parlementaires aux projets italiens, qui renforcent la distance entre les députés et la société du royaume.

### **Des acteurs politiques italiens ?**

Les initiatives italiennes qui se sont développées dans le royaume des Deux-Siciles dans les premiers mois de l'année 1848, qu'elles viennent de la monarchie constitutionnelle ou de la société civile, ont inégalement impliqué les députés du royaume. L'expédition lancée en Lombardie-Vénétie à partir du 30 mars 1848, sous la direction du général Guglielmo Pepe, en a été la principale, relayée par l'appui décisif de l'État napolitain, qui lui a apporté un soutien à la fois financier et militaire. Mais alors que les députés ont été nombreux à signer des bons de souscription en sa faveur, elle a suscité d'importants débats révélant des différences d'opinion entre modérés et radicaux. Dès ses débuts, elle a ainsi suscité l'opposition d'une partie des plus modérés, à l'image de Luigi Blanch, député de Naples issu de la frange la plus conservatrice du courant libéral. Dans une série d'articles publiés dans la revue intellectuelle modérée *L'Omnibus*, il dénonce la cherté de l'expédition, qu'il perçoit comme un dérivatif aux problèmes internes que connaissait alors le royaume, n'accordant

---

<sup>34</sup> Sur Saliceti : BSMC, Bandi, B. 3, 470, *Libero discorso a' certi avvocati napoletani*, s.n., s.d., 1848 ; sur Nisco : BSMC, Bandi, B. 3, 471, *Un'altro D. Nicola*, Avellino, s.n., 1848.

<sup>35</sup> BSMC, Bandi, B.3, 520, Francesco Bruno, *Interessantissima nuova scoperta di tutti i veri ladri*, Naples, s.n., 1848.

qu'un crédit très limité à l'italianité politique<sup>36</sup>. Un mois plus tard, il expose la guerre offensive dans le Nord de la péninsule italienne comme une erreur stratégique, qui répéterait celle effectuée par le roi Murat lorsqu'il a tenté en 1815 de se lancer à la conquête de l'Italie septentrionale contre l'occupant autrichien<sup>37</sup>. À l'inverse, quelques représentants ont pris part à la campagne d'Italie en intégrant le bataillon, à l'image d'Ernesto Capocci, député de Terra di Lavoro et surtout de Girolamo Ulloa, élu dans la circonscription de Naples, mais ils ont été très minoritaires. Ces divergences montrent que l'implication du royaume méridional dans la lutte pour l'indépendance italienne n'a pas été un objet de consensus, chez des acteurs d'abord marqués par le patriotisme napolitain.

Minoritaire et contrastée dans les premiers mois de la révolution donc, l'italianisation des députés méridionaux semble pourtant s'être accélérée au moment des crispations conservatrices de la monarchie bourbonnienne, en réponse à ces dernières. De ce point de vue, les massacres du 15 mai 1848 ont été déterminants, et ont fait l'objet d'une mise en mémoire immédiate destinée à célébrer les victimes de cet événement traumatique, systématiquement évoqué comme un « fatal désastre » (*fatale disastro*) ayant occasionné des flots de larmes et de sang, selon un motif emprunté aux catégories émotives courantes à l'époque du romantisme politique. Dans les lendemains de la révolution, une partie des députés a relevé de cette catégorie, parce qu'elle a été exposée à la répression engagée par la police bourbonnienne et à l'exil. Pour Giuseppe Massari, ancien député modéré de Terre de Bari, il s'agit dès lors d'une réalité partagée : dans un récit mémoriel qu'il publie en exil à Turin en 1849, l'un des premiers à mettre en forme le souvenir de la révolution passée, il rappelle que « le plus grand nombre des ex-députés est en prison ou en exil »<sup>38</sup>. Cette situation n'est pas une généralité, mais s'est seulement limitée aux acteurs considérés par le pouvoir comme des partisans de la révolution. La répression, d'ailleurs largement médiatisée auprès des libéraux d'Italie et d'Europe auxquels elle a été exposée par une ample littérature de dénonciation<sup>39</sup>, a ciblé en priorité la participation au régime constitutionnel, stigmatisée au travers de catégories souvent outrancières (anarchie, socialisme, démagogie, libéralisme) et envisagées par les acteurs du pouvoir comme synonymes les unes des. Dans la province de Cosenza, l'ancien intendant et

<sup>36</sup> *Omnibus*, XV, 15 avril 1848 et 22 avril 1848.

<sup>37</sup> *Ibid.*, XV, 6 mai 1848. La campagne d'Italie entreprise par Joachim Murat visait à rassembler l'ensemble des peuples italiens sous sa couronne, afin de sauver son trône dans le contexte de la chute de l'Empire napoléonien. Surtout célèbre par la proclamation aux Italiens donnée à Rimini le 30 mars 1815, l'expédition échoue face aux armées autrichiennes et a contribué à l'image négative associée au roi Murat.

<sup>38</sup> Giuseppe MASSARI, *I casi di Napoli dal 29 gennaio 1848 in poi*, Turin, Ferrero e Franco, 1849, p. 285.

<sup>39</sup> Nelson J. MOE, *The View from Vesuvius. Italian Culture and the Southern Question*, Berkeley, University of California Press, 2006.

député modéré Tommaso Cosentini, patriote qui a participé à une grande partie des insurrections locales tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, est en effet jugé à partir de 1849 pour une série de compromis qu'il aurait faits avec les révolutionnaires de sa province. On lui reproche d'avoir été l'initiateur de l'un des comités révolutionnaires de la ville, et d'avoir ensuite favorisé l'installation de celui, plus radical, de Giuseppe Ricciardi en juin 1848 en lui permettant d'en installer le siège dans les bureaux de l'intendance<sup>40</sup>. Carlo Poerio, lui aussi prisonnier entre 1850 et 1859, est érigé en icône de la répression et du « mauvais gouvernement » (*malgoverno*) des Bourbons de Naples, présenté à l'opinion publique européenne par une vaste campagne éditoriale engagée par les lettres du député britannique William E. Gladstone, alors membre de la faction conservatrice, parues en 1851 à propos des procès politiques intentés par la monarchie bourbonnienne à ses opposants<sup>41</sup>. Ceux qui ont pris part à l'exil, enfin, sont beaucoup moins nombreux que les prisonniers, et se sont pour la plupart dirigés vers le royaume de Piémont-Sardaigne, qui offrait alors des conditions politiques plus favorables alors que la monarchie des Savoie s'attachait à se présenter comme l'actrice première du *Risorgimento*, désormais présenté comme une construction étatique qui se ferait l'expression de la volonté du peuple italien. Leurs parcours d'exil, connus de l'historiographie du *Risorgimento*, recoupent globalement leurs identités politiques, opposant des modérés principalement établis à Turin et des démocrates plutôt installés à Gênes, sans que cette logique soit générale<sup>42</sup>. Alors que le choix des destinations d'exil répond moins à des motivations politiques réelles qu'à l'octroi de passeports par les sociétés d'accueil, certains s'établissent hors de la communauté piémontaise majoritaire. C'est le cas d'Antonino Plutino, ancien député de la circonscription de Reggio (Calabre Ulérieure I<sup>re</sup>), établi à Marseille dès le début des années 1850, même s'il continue à participer à des entreprises politiques de promotion de l'italianité<sup>43</sup>.

Ce soutien apporté par une partie des anciens députés méridionaux à la construction nationale italienne apparaît à travers la très riche littérature qu'ils publient en exil, destinée à inclure leurs propres parcours et, plus largement, ceux des victimes de la répression de la révolution de 1848 dans le martyrologe italien en formation. Ils s'intègrent ainsi dans la culture libérale des martyrs, progressivement constituée parmi les opposants aux Bourbons

---

<sup>40</sup> Archivio di Stato di Cosenza, Processi politici, b. 47, 273.

<sup>41</sup> William E. GLADSTONE, *Two Letters to the Earl of Aberdeen on the State Prosecutions of the Neapolitan Government*, Londres, John Murray, 1851.

<sup>42</sup> Marta PETRUSEWICZ, *Come il Meridione divenne una Questione. Rappresentazioni del Sud prima e dopo il Quarantotto*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1998.

<sup>43</sup> Archivio di Stato di Reggio Calabria, Plutino, b. 2, f. 108.

tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs députés prennent part à la promotion de ces derniers. Le martyre des civils du 15 mai 1848 est ainsi très tôt reconnu par l'un des anciens députés, Giuseppe Massari, représentant modéré de Terre de Bari aux élections de juin, comme l'une des formes prises par l'opposition libérale à la monarchie. Il inclut les députés dans cette perception de la société napolitaine, rappelant l'exposition de ces derniers, au même titre que d'autres citoyens, à la politique répressive sévère qu'a engagée la monarchie bourbonnienne aux lendemains de la révolution. Il faut y voir une stratégie de protagonisme, destinée à faire valoir leur propre rôle dans des événements où ils ont été relégués dans un statut secondaire, à la fois par l'opinion méridionale et par les très nombreux observateurs internationaux qui se sont attachés à décrire l'expérience napolitaine de la révolution<sup>44</sup>. Là encore, le cas le plus significatif est celui de Giuseppe Massari, qui fait des députés méridionaux les héritiers des martyrs de la révolution napolitaine de 1799<sup>45</sup>. Il construit donc des généalogies fictives qui font reposer la politisation libérale sur le culte des martyrs, érigés en incarnation de l'identité napolitaine dont on entend promouvoir le rôle premier dans le *Risorgimento* italien, alors que les exactions de la monarchie napolitaine ont renforcé le discours négatif et stéréotypé que tenait une grande partie des patriotes italiens sur le *Mezzogiorno*. Les attestations se multiplient en ce sens tout au long des années 1850, dont la plus significative est le *Panteon de' Martiri dell'indipendenza italiana*, recueil de portraits de martyrs italiens dans lequel les éléments méridionaux ont une place de premier ordre, coédité par l'ancien député de Terre de Bari Giuseppe Del Re<sup>46</sup>. L'entreprise compte une entrée consacrée aux députés napolitains du 15 mai 1848, évoqués comme des martyrs de l'italianité. L'érection de ces derniers en martyrs de la nation italienne est le signe principal de la reconstruction postérieure de leurs parcours comme ceux d'acteurs politiques italiens. Cette inclusion dans les dynamiques majoritaires du *Risorgimento* demeure incomplète : les martyrologes rappellent systématiquement l'origine méridionale des acteurs évoqués, et cherchent à valoriser la place de ces derniers dans la construction nationale italienne.

---

<sup>44</sup> Sur cette notion, dont l'historiographie a montré qu'elle était commune à une partie des acteurs européens de la révolution de 1848, voir Haim BURSTIN, Ivan ERMAKOFF, William H. SEWELL *et alii*, « Protagonisme et crises politiques : histoire et sciences sociales. Retours sur la Révolution française et février-juin 1848 », dans *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 112, 4, 2015, pp. 131-165.

<sup>45</sup> Giuseppe MASSARI, *I casi di Napoli...*, *op. cit.* Voir sur ce point Pierre-Marie DELPU, « Une religion politique. Les usages des martyrs révolutionnaires dans le royaume des Deux-Siciles (années 1820-années 1850) », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 64, 2017-1, pp. 7-31.

<sup>46</sup> *Panteon dei martiri della libertà italiana*, Turin, Stabilimento tipografico italiano, 1852.

Les ancrages multiples des députés au Parlement napolitain de 1848 révèlent leur insertion principalement locale, dans une logique politique encore traditionnelle liée au fort cloisonnement régional et local de la société du royaume des Deux-Siciles pendant une grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Alors que les cadres de l'administration ont longtemps été pensés comme municipaux par l'essentiel de la société du royaume, que ce soit par des théoriciens du pouvoir comme Luigi Blanch ou par des insurrections autonomistes dans les années 1840, la fonction représentative, qui s'exerce à l'échelle nationale, est peu comprise par les sujets méridionaux. Cela s'explique en grande partie par les voies principalement locales ou régionales de la politisation, maintenues tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, qui constituent l'une des principales réponses apportées par la société méridionale à la centralisation imposée par Murat contre les structures féodales traditionnelles et maintenues par les Bourbons au moment de la Restauration de 1815<sup>47</sup>. Comme l'historiographie l'a rappelé, la nation napolitaine comme réalité sociale tient très largement du mythe politique, de l'époque moderne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>48</sup>. Malgré l'émergence de factions politiques nationales et le développement d'ancrages électoraux multiples, les réflexes électoraux demeurent très largement traditionnels et consacrent des acteurs empruntés à l'univers quotidien des populations. C'est ce qui explique que l'italianisation des députés napolitains soit, globalement, plus tardive, et qu'elle s'effectue principalement à la faveur de l'exil. Mais elle demeure minoritaire, et témoigne de la difficile entrée de la société du *Mezzogiorno* dans la modernité politique.

---

<sup>47</sup> Sur ce point : Pierre-Marie DELPU, « De l'État muratien à l'État bourbon : la transition de l'appareil étatique napolitain sous la Restauration (1815-1822) », dans Jean-Claude CARON, Jean-Philippe LUIS [dir.], *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe post-napoléonienne (1814-1830)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, pp. 37-50.

<sup>48</sup> Aurelio MUSI, *Mito e realtà della nazione napoletana*, op. cit.